

par ce qu'il n'était pas abordé d'une façon révolutionnaire.

La République agissait soit d'une façon empirique, soit en généralisant arbitrairement les cas, ce qui rendait l'injustice parmi les paysans encore plus évidente.

Eludant toujours les mesures révolutionnaires dans la solution du problème agraire, la République fut obligée, sous la pression des masses d'employer l'immense population des ouvriers agricoles aux travaux publics sans aucun plan ni méthode, ou à des travaux agricoles qui étaient imposés aux petits propriétaires pour résoudre le chômage. Les contributions en argent ou en nature, imposées à la petite bourgeoisie citadine pour palier à la crise, accélérèrent sa ruine économique et furent la cause que la petite bourgeoisie se considérait en marge des intérêts de la classe ouvrière et en opposition avec eux.

La même impuissance de la République devant le problème de la terre, s'est révélée pour la question de l'Eglise par les timides mesures avec lesquelles elle prétendait l'aborder.

Ce qui donne à l'Eglise et aux Congrégations Religieuses toute leur force, c'est leur immense pouvoir économique. Toute mesure pour contre-carrer ce pouvoir était stérile, si elle ne comportait pas l'expropriation des richesses ecclésiastiques. La République de la coalition républicaine socialiste se montra plus prolix en démagogie anticlericale qu'en réalisations pratiques et conséquentes.

La même impuissance de la République du 14 Avril se révéla vis à vis du problème de l'Armée. La faiblesse de la bourgeoisie espagnole s'est montrée dans toute sa nudité par la fréquence de ses appels aux forces de l'armée, institution qui plonge ses racines dans les résidus semi-féodaux de la société espagnole. L'Armée espagnole a joué le rôle de bras exécuteur de la bourgeoisie, qui de son côté a mis tout son soin à la défendre. Une des premières mesures de la République aurait dû être la dissolution de la caste militaire, qui ne pouvait accepter d'autres régimes que celui qui lui reconnaissait tout son caractère de caste parasitaire et prédominante. Mais une telle mesure était seulement concevable dans le cadre d'une politique d'armement des masses, en s'appuyant sur le peuple, sur les ouvriers et les paysans révolutionnaires; une politique de constitution des milices dans les villes et villages, et l'ascension aux postes de commandement des nouveaux cadres militaires sortis des rangs de l'Armée du peuple ainsi que des cadres inférieurs des corps d'officiers, sergents etc...

La coalition républicaine-socialiste, au contraire, se contenta d'écarter de l'exercice actif les chefs et officiers qui le désiraient, mais en les maintenant dans tous leurs droits.

Les tendances centrifuges qui existent dans la société espagnole et qui se sont concrétisées dans le problème des nationalités, sont un autre reflet du marasme et de la putrefaction de la société espagnole. La lutte de la bourgeoisie industrielle contre le centralisme du pouvoir, centralisme qui étouffait les nationalités était abandonnée par ce secteur de la bourgeoisie aussitôt que les masses populaires faisaient siennes la revendication de la libre détermination des peuples, car ces luttes des masses dépassaient par leur logique interne, le cadre démocratique de la solution du problème.

L'impuissance et l'échec de la République est aussi l'expression de l'incapacité de la petite bourgeoisie à jouer le rôle révolutionnaire indépendant.

La lutte des intellectuels libéraux contre l'Eglise; celle des rabassaires contre les propriétaires et en général la lutte des paysans espagnols pour la terre; l'action des petits artisans et commerçants contre la domination des grandes compagnies ont vu réaliser pour la première fois leurs aspirations dans la première période de la guerre civile de 1936. C'est à dire dans la période où c'était le prolétariat qui avait en fait le pouvoir.